

Mai 1999

Financement des tables sectorielles

LA MRC, UNE MACHINE À PIASTRES?

C'est connu, la MRC du Haut-Saint-François (HSF), comme instance politique, est le principal bailleur de fonds du Centre local de développement (CLD), l'ex-Corporation de développement économique, et de ses officines : Tourisme HSF; Table Agro-alimentaire, Achat chez nous, etc.

Le budget 1998 de 462 000 \$ du CLD vient à 35% de la MRC, c'est-à-dire à même la totalité des quote-parts de chaque municipalité locale du HSF. Le reste vient de subventions du gouvernement du Québec (31%), d'honoraires et de sources diverses. Si «CLD» et «Tables sectorielles» ne vous disent rien, passez aux nouvelles de la page suivante. Si vous êtes un bénévole engagé dans l'action communautaire ou un politicien local, poursuivez votre lecture.



par Jean-Paul
GENDRON,
président
du journal

La forêt, l'environnement, le communautaire, le culturel, le patrimoine, le collectif des «trippeux» d'Internet, etc., tous des groupes aussi bien intentionnés qu'attentionnés, sont convaincus de leur rôle stratégique au développement économique et social du HSF. Et ils ont raison, d'autant plus que la plupart trouve en partie justification à son existence dans le schéma d'aménagement de la MRC ou le Forum socio-économique des 19-20 septembre 1997.

La caisse de la MRC n'est pas branchée sur la Monnaie royale canadienne (une autre MRC !). Il faut choisir, établir des priorités en fonction de stratégies bien documentées et discutées, et déléguer des responsabilités à des organismes ou groupes crédibles ayant clairement démontré leur enracinement dans le milieu, leur capacité à générer, disons-le, des entreprises et des emplois, et la force de leur imagination à se soutenir financièrement.

Faire de la politique, c'est faire des choix difficiles, c'est discerner entre le «nananne» électoraliste et l'essentiel au développement des collectivités locales.

des ont tendance à se répéter année après année. Par contre, cela donne des résultats si l'on en juge par les rendements des «tables» connues. L'économie du HSF ne s'en porte que mieux, mais les responsabilités financières de la MRC s'alourdissent.

Si le fédéral se pète les bretelles avec son surplus budgétaire, si le provincial pavoise à deux ans de l'équilibre des finances publiques pour les raisons que l'on devine, le municipal angoisse à l'idée de voir tout un chacun, organisme officiel ou auto-proclamé, s'aligner à sa porte pour obtenir reconnaissance, octroi... et un siège au CLD.

Parce que le développement économique, ou socio-économique, couvre de plus en plus de secteurs de l'activité humaine, le gouvernement oblige maintenant les structures de développement régional et local, dont le CLD, à assumer l'animation, l'encadrement et le financement d'organismes ou de groupes voués à la mise en valeur et la promotion d'intérêts sectoriels. C'est ainsi que des regroupements existants ou nouvellement constitués sollicitent la MRC pour des fonds, souvent quelques milliers de dollars, au lancement de leurs «actions-terrain». Y goûter une fois, c'est vouloir y revenir. Les deman-